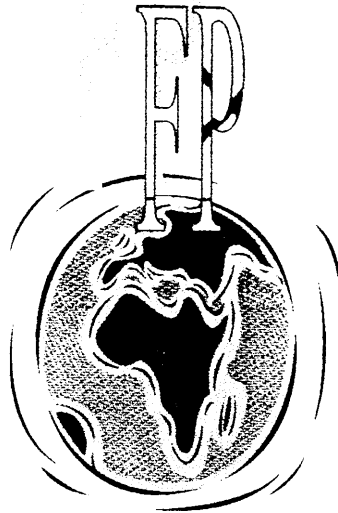


PAIX SUR TERRE



Le mensuel de la FONDATION PAIX SUR TERRE/Rd Congo octobre 2004 - n° 14

Promotion des droits de l'homme et Appui au processus de paix et de démocratisation

Editorial : le monologue de l'opprimé

Dans moins de 12 mois, le mandat des institutions de la transition arrive à terme avec l'organisation des élections générales, libres et transparentes, le pouvoir du peuple congolais, le seul souverain, de se doter d'un ordre politique de son choix et des dirigeants convenables pour la renaissance de l'Etat et la réduction de la pauvreté. A l'approche de ces échéances électorales, multiples questions me préoccupent: Pourquoi irai-je voter ? Mon vote a-t-il une quelconque valeur face au pouvoir militaro-économique des prédateurs qui se sont accaparé depuis du pouvoir de l'Etat et qui l'utilisent désormais comme leur bien personnel ? Accepteront-ils, ces mercenaires, de me laisser exercer mon pouvoir légitime ? Mais pourquoi irai-je voter alors que mon geste ne changerait peut-être rien ? Ce jour-là, comme moi, des millions des citoyens congolais auront pris rendez-vous ferme avec l'histoire. Ce pays nous appartient, mes compatriotes opprimés et moi. Ce jour-là, le congolais fera entendre sa voix de toutes les extrémités de sa patrie et à l'unisson, mes compatriotes et moi, nous associerons nos forces à celles de l'histoire pour la révolution. Nous sanctionnerons les malfaiteurs qui nous ont pris en otages et qui nous ont asservis au point de perdre de notre humanité. Oui, je dois voter pour choisir le représentant qui correspond le mieux à mon idéal politique. Et parce que ceux qui se sont octroyé par des raccourcis illicites le monopole de la gestion de la chose publique tentent déjà de manipuler certains de mes compatriotes au moyen de divers artifices honteux ; je combattrai par mon bulletin de vote le règne de l'arbitraire

et de la médiocrité. Nos bulletins de vote inaugureront l'ère de l'excellence et de la responsabilité dans l'exercice du pouvoir de l'Etat au profit du peuple. Non ! J'irai voter parce que je vais moi-aussi écrire le nom de la démocratie pour les générations futures : démocratie, gouvernement dans lequel le pouvoir et la responsabilité civique appartiennent à tous les citoyens qui les exercent directement ou à travers de représentants librement élus ; ensemble des principes et de pratiques qui protègent la liberté. J'irai donc voter parce que je veux qu'un jour ces mécanismes de vote me permettent d'apprécier et de sanctionner librement le travail de celui à qui j'ai remis mon pouvoir pour un temps limité. Je mets fin au régime des dirigeants auto-proclamés et sans lien effectif avec le peuple.

Grâce au vote, mes compatriotes et moi émettrons nos opinions sur le fonctionnement du système et nous revendiquerons un avenir conforme à nos aspirations. J'irai voter parce que je ne veux plus laisser la gestion de mon pays aux criminels de guerre, aux violeurs de mes soeurs, aux pillards, aux étrangers mercenaires...

Urne600/800, image amevia

Mon peuple gagnera ses élections haut la main contre la résistance de quelques minimes pourcentages qui ont instauré la gouvernance chaotique, responsable de toutes les souffrances du congolais paupérisé. Voilà donc ce qui est rassurant : cette illusion que ceux qui ont de l'argent pour battre une campagne démagogique auront gagné à l'avance est fausse, parce que mes élections ne seront pas une façade servant à légitimer des prédateurs criminels et des indignes incompetents. Ce seront des journées historiques : La Victoire du Peuple est certaine, la défaite des irresponsables et dangereux inciviques est acquise.

Que vive mon peuple opprimé mais libéré par lui-même. Ce jour-là, ce sera DEBOUT CONGOLAIS !

Sé la voix de l'Opprimé

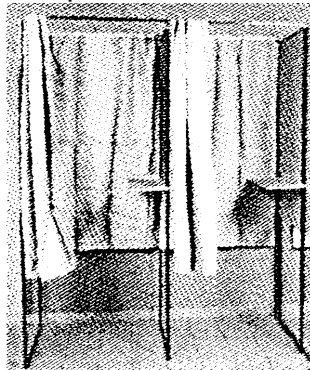
Chronique du mois : Rentrée 2004

Les élections, seule alternative pour arrêter la faillite de l'Etat congolais.

En réponse à l'appel lancé par les évêques catholiques en RD Congo, lors de leur 38^{ème} assemblée plénière à Kinshasa tenue du 28 juin au 3 juillet 2004, au peuple congolais, lors de laquelle ils demandent à leurs ouïes de s'engager activement dans le programme d'éducation civique en appelant leurs compatriotes à se mobiliser pour la réussite de la transition, à acquérir une culture politique nouvelle et à se préparer activement aux élections, à faire preuve de courage et de volonté politique dans l'exercice des responsabilités au sein des institutions de l'Etat, la Fondation Paix sur Terre/RDC, souligne que les élections constituent la seule alternative pour arrêter la faillite de l'Etat congolais : il faut donc doter le pays des institutions efficaces animées par des citoyens compétents pour un changement réel : les élections sont en ce sens le pouvoir pour rompre avec la culture de la gestion

chaotique de l'Etat qui est la conséquence directe de l'accession au pouvoir par des procédés non démocratiques. Désormais seul le souverain primaire doit désigner librement les dirigeants de son choix sur base des critères objectifs. A l'avenir le peuple congolais ne doit pas confier son pouvoir à des individus indignes et fortement impliqués dans les crimes de toutes sortes. Le peuple doit entreprendre des actions concrètes pour contraindre le gouvernement de la RDC à organiser les élections. Aussi le recours à toutes les voies de droit y compris celle des actions de désobéissance civile ne peuvent être exclues. Ainsi la ré fondation de l'Etat congolais doit passer par la renaissance de l'homme et ce, par l'éducation. Il faut assurer à nos jeunes une éducation de qualité pour faire d'eux des citoyens responsables de demain.

Le peuple congolais doit donc s'appropriier le pouvoir électoral. Il doit mettre en place un réseau de surveillance du processus électoral pour faire échec aux manoeuvres dilatoires d'une certaine classe politique.



Isoloir complémentaire, image amevia

Il est à noter que les dirigeants politiques congolais actuels sont parvenus au pouvoir par des raccourcis irréguliers et qu'ils craignent la vérité des urnes et sont déterminés à compromettre le processus électoral.

Pour assurer la stabilité de la sous-région des Grands-Lacs, il faut aussi donner la chance à la démocratie dans les pays voisins de la RDC étant donné que la dictature de Kigali et celle de Kampala demeurent des menaces sérieuses à la paix et à la concorde dans la sous-région. La communauté internationale doit mettre hors d'état de nuire les régimes violents de Kigali et de Kampala pour permettre aux congolais d'exercer en toute responsabilité leur droit à l'autodétermination pour renaissance.

Vivement les élections !

Editeur responsable

FONDATION PAIX SUR TERRE/RDC

Me Firmin YANGAMBI

Avenue Kinshasa, N°61 bis, C/Makiso, Kisangani - Province Orientale - République Démocratique du Congo
Tél. +243.98.59.29.02 - Email : fyangambi@hotmail.com

FONDATION PAIX SUR TERRE/ RDC
Groupe du Sang Neuf Asbl : "G du 109"

César OLANGI

Rue Edison, n°55, 1190 Forest - Royaume de Belgique
Gsm : +32477.132.109 - tél./Fax : +32.2.534.48.69 - Email : oces98@hotmail.com

Compte bancaire : 034-1985809-87 Fortis bank